



« Mon peuple vit ici depuis des milliers d'années. Mais il fut un temps [au début des années 1960] où le gouvernement décida de nous expulser de nos terres », témoigne François Paulette, l'un des chefs de la communauté Smith's Landing.



Une usine de Syncrude, le premier groupe pétrolier canadien. La neige et le ciel virent au jaune, et les odeurs de soufre et d'ammoniac envahissent l'air de Fort McMurray.

mières Nations ou alors ils éprouvent un sentiment de honte face aux missions catholiques qui les ont colonisées par le passé.»

Avec l'expansion de l'activité bitumineuse, la colonisation prend un autre visage en Alberta, celui d'hommes blancs célibataires, originaires des quatre coins du Canada et parfois même des Etats-Unis ou d'Europe, tous aimantés par « Fort McMurray » (le surnom de Fort McMurray) et sa ceinture d'usines fumantes et crépitantes. Car en dépit des variations du prix du pétrole, les sables bitumineux restent le meilleur filon pour amasser des dollars.

Souvent installée dans des baraquements à la sortie de la ville, cette population uniforme écume à la nuit tombée les bars de la ville. Entre deux pintes de bière, Brad et ses collègues natifs d'Ontario ou du Nouveau-Brunswick, à l'autre bout du pays, partagent la même motivation. Opérateurs pour Syncrude, ils gagnent 150 000 dollars par an, « cinq fois plus que ce qu'on pourrait toucher dans nos provinces d'origine », précise Brad. « L'eau n'est pas polluée et le Canada est bien moins émetteur de gaz à effet de serre qu'un pays comme la Chine », ajoute son ami Daven.

« IL FAUT STOPPER CETTE INDUSTRIE SALE »

De toute façon, « les sables bitumineux, c'est comme la politique, mieux vaut ne pas aborder le sujet si vous voulez conserver vos amis, ironise Denis Roy, électricien pendant quarante ans à Fort McMurray. Bien sûr que l'industrie pétrolière contamine la région, mais personne ne veut perdre son boulot. » Selon les prévisions de la CAPP, la production de pétrole brut (issu des sables bitumineux de l'Ouest canadien) devrait passer de 2,3 millions de barils par jour en 2015 à 4,8 millions en 2030. « Tant que la demande mondiale de pétrole sera forte, l'industrie canadienne des sables pétroliers s'achètera y répondra », commente sobrement Terry Abel, le numéro deux des producteurs de pétrole.

De Calgary à Fort Chipewyan, 900 km plus au nord, personne n'envisage la fin prochaine de l'exploitation des gisements bitumineux. « On a besoin l'un de l'autre, résume Archie Waguam, le chef des Mikisew Cree de Fort Chip, à propos des compagnies pétrolières. Et puis, si c'est nécessaire, on peut sortir un carton rouge et bloquer un projet trop nocif pour l'environnement. » Mais le leader indien préfère sortir son carnet de chèques et faire prospérer les affaires des siens. En décembre, les Mikisew Cree et la Première Nation de Fort McKay ont conclu une participation de 49 % dans un parc de stockage du pétrolier Suncor d'un montant historique de 500 millions de dollars.

Le tableau blanc sur lequel Archie Waguam a griffonné les priorités de sa communauté pour les cinq ans à venir fait apparaître le développement économique en tête de liste, et la santé en cinquième position ! Les permis d'exploitation accordés aux compagnies pétrolières assurent aux Premières Nations des revenus de plusieurs millions de dollars chaque année. « On a plusieurs co-entreprises avec les pétroliers et on développe nos propres affaires. On vient par exemple de lancer la construction d'un hôtel de luxe à Fort McMurray », se vante le responsable. Si les montants de ces tractations demeurent confidentiels, l'existence de négociations entre populations locales et secteur privé est connue de tous. « Qu'est-ce qui est préférable, poursuivre une entreprise pour atteindre à l'environnement et prendre le risque de perdre devant la justice, ou négocier directement avec elle des compensations financières ? », argumente Melody Lepine, qui défend les intérêts des Mikisew Cree auprès de l'industrie.

Parmi les habitants de Fort Chip, tout le monde ne goûte pas le pragmatisme des élus indiens. « L'argent est l'autre fléau qui mine notre communauté », s'inquiète le guide et trappeur Robert Grandjambe, qui dénonce pélemêle la corruption de certains chefs et les enveloppes de 350 dollars distribuées par les compagnies pétrolières, selon plusieurs témoins, aux participants à leurs réunions publiques. « C'est l'argent qui mène le monde aujourd'hui, constate aussi Alice Rigney, la responsable du centre local pour les jeunes. Mon père a vécu quatre-vingt-dix ans, il n'avait que ce qu'il pêchait dans le lac et ce qu'il trouvait dans la nature, mais il est mort heureux. Il faut stopper cette industrie sale qui contamine l'eau et pollue la planète. » « Personne n'ignore aujourd'hui que les énergies fossiles aggravent l'état de la planète, et pourtant elles continuent de se développer », note l'ancien chef des Mikisew Cree de Fort Chipewyan, George Poitras. C'est comme si quelqu'un vous frappait et que vous lui répondiez : ne t'arrête pas, continue de frapper. ■

SIMON ROGER

Prochain épisode : à Naples, les damnés de la « Terre des feux »

« Contaminations » est aussi une exposition de Samuel Bollendorff présentée à Visa pour l'image, festival international du photojournalisme à Perpignan, du 1^{er} au 16 septembre. Visapourlimage.com

« LES SABLES BITUMINEUX, C'EST COMME LA POLITIQUE, MIEUX VAUT NE PAS ABORDER LE SUJET SI VOUS VOULEZ CONSERVER VOS AMIS »

DENIS ROY
électricien à Fort McMurray

canadien Gilles Wendling. On n'étudie pas, par exemple, les effets cumulatifs de ces rejets durables. C'est l'une des revendications de l'association Keepers of the Water Athabasca (« Gardiens de l'eau de l'Athabasca »), qui tente de mesurer les impacts hydrographiques de l'exploitation des sables bitumineux, très consommatrice d'eau. L'ONG créée en 2006 recourt à l'expertise de chercheurs indépendants comme Gilles Wendling. « On en avait assez de la propagande des industriels et des agences gouvernementales de régulation, explique Jule Asterisk, l'une des porte-parole de Keepers. Les résistances sont très fortes lorsqu'on se penche sur ce dossier. »

Sujet de tension entre la société civile, les autorités et les industriels, la question de l'eau n'épargne pas la sphère académique d'Edmonton, la capitale administrative de la province. Dans les bâtiments de briques rouges qui donnent à l'université d'Alberta un petit air de campus anglais, une étude alimentée particulièrement par la controverse, celle du professeur David Schindler. Connue pour avoir identifié, dans les années 1970-1980, les pluies acides comme vecteur de la mortalité des poissons des Grands Lacs, le biologiste a publié en 2010 la première étude d'importance sur la rivière Athabasca et ses affluents. Son équipe a retrouvé dans l'eau treize types de métaux lourds attribués à l'industrie des sables bitumineux, parmi lesquels du mer-

cure, du nickel, du plomb, du thallium, de l'uranium et de l'arsenic. « Les concentrations de métaux lourds sont toutes très basses, en amont comme en aval des installations de sables bitumineux, et elles n'ont pas varié depuis des décennies », affirme de son côté William Shoty, titulaire de la chaire d'agriculture et d'environnement de l'université d'Alberta, à partir de mesures collectées en 2016. Pour ce géologue, fier de faire visiter le laboratoire ultramoderne construit grâce aux fonds d'Alberta Innovates, l'agence de recherche financée par la province et le secteur pétrolier, « on retrouve les mêmes valeurs de contaminants que celles que l'on peut observer au nord de la Norvège, dans la région la mieux préservée d'Europe ! »

« RISQUE EXTRÊME »

« Soutenir qu'une industrie qui brûle de fortes quantités de pétrole et utilise des solvants chimiques en grand nombre ne génère pas de pollution n'est tout simplement pas crédible, rétorque le biologiste, aujourd'hui retraité. La question n'est pas de savoir si la pollution est avérée ou non, mais jusqu'à quel point elle affecte la biosphère. » Six mois après l'étude de David Schindler, un autre rapport scientifique a corroboré ses résultats. Les experts de la Société royale du Canada ont notamment relevé le haut niveau de toxicité « chronique » des eaux rejetées par l'industrie dans ses bassins de décantation. Un an plus tard, la presse albertaine rendait public un document confidentiel du ministère de l'environnement qui qualifiait la contamination de la rivière Athabasca de « sujet de première importance ».

Masqués par la neige abondante de l'hiver, ces lacs artificiels vérolent peu à peu le paysage du nord de l'Alberta. Après un demi-siècle d'activité pétrolière, ils contiennent, en volume cumulé, 1300 milliards de litres d'eau polluée, et pourraient nécessiter 45 000 milliards de dollars de frais d'assainissement, selon les calculs de Pembina. L'institut canadien spécialisé dans l'énergie a alerté à plusieurs reprises sur les fuites de certains bassins remplis de déchets industriels. « C'est un risque extrême sur le plan environnemental, confirme Simon Dyer, le directeur de Pembina à Edmonton, d'autant que le gouvernement d'Alberta continue d'exempter les entreprises de nettoyer ces bassins, comme la réglementation les y oblige. » En 2008, Syncrude avait été condamné à une amende de 3 millions de dollars à la suite de la mort de 1 600 canards qui s'étaient posés sur l'un des bassins de la compagnie pétrolière.

La forêt boréale porte elle aussi les stigmates de cette addiction à l'or noir. Depuis la route bosselée et glissante qui relie Fort Chipewyan à Fort McMurray, l'agglomération de 75 000 habitants développée pour et par l'industrie bitumineuse, les futaies d'épinettes, de sapins, de mélèzes et de peupliers font apparaître d'impressionnantes trouées. Certaines sont dues aux feux de forêts qui embrasent régulièrement l'Ouest canadien pendant l'été. Mais les clairières résultent aussi des coupes dictées par les compagnies extractives.

Cette déforestation n'est pas sans effets sur la biodiversité animale. Le caribou figure au premier rang des espèces les plus menacées. « En coupant les arbres, on crée des corridors qui permettent aux prédateurs comme le loup d'accéder plus facilement aux hordes de caribous », déjà fragilisés par le réchauffement climatique, explique Simon Dyer. Dans certaines régions de l'Alberta, leur population a décliné de 80 % depuis les années 2000, note l'Institut Pembina.

Regroupé dans le parc national Wood Buffalo, le plus grand troupeau du monde de bisons des bois en liberté pourrait être la prochaine victime collatérale de l'industrie pétrolière. Inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1983, cette aire naturelle n'est qu'à 30 km d'un énorme projet d'exploitation de sables bitumineux porté par le consortium sino-canadien Teck Resources. Cette mine à ciel ouvert, d'une superficie de 290 km², permettrait d'extraire 260 000 barils de pétrole par jour pendant plus de quarante ans.

« SENTIMENT DE HONTE »

Teck assure que le projet n'affectera pas l'« intégrité » du parc. Les conclusions de l'entreprise, relayées par l'agence canadienne d'évaluation environnementale, ne convainquent pas les communautés riveraines, qui ont alerté l'Unesco. Dans leur rapport de mission, les experts onusiens estiment que le Canada manque à ses devoirs de protection et demandent aux autorités de mettre en œuvre d'ici fin 2018 les 17 recommandations énumérées dans leur synthèse.

« Le gouvernement refuse de choisir entre croissance économique et exigence environnementale, analyse Becky Kostka, et les petites communautés indiennes du Nord ne pèsent pas face aux besoins énergétiques des grandes villes du sud de la province, Edmonton et Calgary. » La responsable des terres et des ressources de la Première Nation de Fort Smith, qui n'est pas d'ascendance indienne, dénonce aussi un problème de mentalité : « La plupart des Canadiens ignorent le sort des Pre-